

Mémoire ouvrière :

1960-61, le prolétariat affronte l'Etat bourgeois, son armée, ses partis, ses syndicats...¹

Dès la fin de la seconde guerre mondiale qui consacrait la victoire de la barbarie capitaliste sur la révolution communiste, toutes les promesses de paix, de liberté et de progrès social d'après-guerre se révélaient purs mensonges. Après avoir mis à feu et à sang le monde entier pour permettre un nouveau cycle d'accumulation du capital, la bourgeoisie ne préparait qu'une nouvelle période de guerres, de sacrifices, d'austérité, de misère. Dès 1955, c'est la guerre de Corée qui fait trembler les prolétaires à l'idée d'une troisième guerre mondiale.

Vers la fin des années '50, la phase d'expansion capitaliste qui tirait vitalité de la reconstruction d'après-guerre connaît un fléchissement. Le capital a besoin de réajuster son tir, son expansion ne peut se limiter à reproduire son développement d'avant-guerre, il lui faut des rationalisations, concentrations, reconversions, modernisations beaucoup plus avancées pour poursuivre son accumulation. Et selon les règles implacables du capitalisme, à tout progrès de l'accumulation capitaliste correspond un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière : à la nécessité de marquer un pas dans l'augmentation de l'intensité du travail et de la productivité, la bourgeoisie répond par des plans d'austérité et de relance.

Mais la classe ouvrière, à peine relevée de son second massacre mondiale, n'est pas prête à subir un nouveau renforcement de son exploitation. Un peu partout dans le monde, elle réagit violemment et sa force renaissante fait trembler la bourgeoisie : en 1952 en Bolivie, en 1953 en Allemagne de l'Est, en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1960-61 en Belgique...

En Europe, c'est tout au long de l'immense traînée charbonnière qui court des Midlands au Donetz en passant par la Lorraine, la Ruhr, la Silésie... que les bassins industriels miniers ont été secoués par le réveil de la classe ouvrière. Et une des plus grande grèves de cette époque a éclaté dans la petite Belgique dont la houille avait fait la fortune mais dont l'industrie ne pouvait plus vivre que de houille.

Situation en Belgique

La course aux profits d'après-guerre a mis en compétition forcenée tous les capitalistes du monde. Vers la fin des années '50, l'économie belge n'ayant pas eu assez de destructions et de cadavres à son actif, a dû céder la place aux concurrents ayant tiré meilleur profit de la guerre.

L'immédiat après-guerre fut d'abord une période de profits faciles pour les capitalistes en Belgique. Le pays avait subi peu de destruction et le port d'Anvers avait été préservé. L'industrie belge put dès lors être remise en marche beaucoup plus rapidement que dans la plupart des autres pays d'Europe. Ainsi en Belgique, la bourgeoisie s'était contentée de faire tourner son appareil productif à plein rendement sans trop se soucier de le rénover. Mais cette avance de l'économie belge a rapidement été compromise dès qu'elle fut confrontée à la concurrence d'économies plus dynamiques qui avaient totalement rénové leur appareil productif. Ce manque de reconversion, de rationalisation accusa, dès la fin des années '50, une perte de vi-

¹ Publié dans notre revue centrale en français « Le Communiste » N°9 – février 1981.

tesse de l'économie belge dans la course aux profits. Ce qui se matérialisa par une stagnation relative de la croissance économique, des centaines des fermetures d'entreprises, un taux de chômage élevé,... problèmes rendus plus cruciaux du fait de la création du Marché Commun en 1959.

Mais les milliers de prolétaires menacés de chômage ou déjà rejetés au chômage ne se laissent pas ainsi démunir de leur gagne-pain. En 1957, c'est la grève des métallurgistes qui paralyse les grands centres industriels. En 1959, c'est la grève contre les fermetures des charbonnages dans le Borinage qui se généralise dans tout le Hainaut. Puis suivent les grèves des ouvriers du textile à Gand et des ouvriers des chantiers de réparation navale à Anvers,...

Malgré la propagation de l'agitation ouvrière, la bourgeoisie ne s'effraie pas. Et pour restaurer de meilleures conditions d'accumulation, elle a compté, comme toujours, avant toute « réforme de structure », sur un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière.

Patrons, banquiers,... réclament alors un assainissement des finances publiques par une réduction des dépenses de l'Etat dans le secteur social. En 1958, la hausse des salaires est freinée à 2% l'an et c'est au nom de la suppression des « abus » que des « économies » sont réalisées aux dépens de la sécurité sociale. En 1960, cette offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie s'amplifie et prend forme dans le projet de « loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier ». Cette « loi-unique » rassemble une série de mesures attaquant les salaires et les allocations de chômage, prolongeant la durée du travail,...

- renforcement du contrôle des activités des bénéficiaires d'allocations de chômage : sur les lieux de travail, au domicile des chômeurs,...
- remplacement de l'assurance chômage par un système selon lequel à la période d'assurance succéderait une période d'assistance, sous réserve de contrôle des revenus du ménage,...
- renforcement des vérifications des prestations de l'assurance maladie-invalidité : des soins de santé, des incapacités de travail,...
- recul de l'âge de la pension de retraite et retenue supplémentaire sur les salaires des agents des services publics,...
- accroissement général de la fiscalité : hausse des taxes, nouvelles taxes communales, augmentation des impôts annuels,...

Réaction de la classe ouvrière

Au début, la bourgeoisie spécula sur le décalage entre les moments où les diverses parties de la classe ouvrière seraient frappées, d'après les diverses modalités d'application de la loi-unique, pour écarter toute éventualité de réactions ouvrières généralisées. Elle comptait sur leur espacement, leur isolement, pour en atténuer la combativité et en revenir au calme le plus rapidement possible. Mais la riposte immédiate et unanime de la classe ouvrière dès la mise en discussion du projet de loi, sans attendre son application, balaya ces velléités bourgeoises. Et c'est face à une réelle contre-offensive générale de la classe ouvrière que s'est trouvée la bourgeoisie.

Dès le début de l'année 1960, alors que tous les discours de la bourgeoisie appelaient à la solidarité nationale, à consentir à l'austérité pour relancer l'expansion économique, les mobilisations ouvrières secouent tout le pays.

Les agents des services publics dont les salaires et le temps de travail sont spécialement mis à contribution pour « assainir les finances publiques » unissent leurs actions : grèves et manifestations nationales contre les menaces de sanctions pour

faits de grève,... Peu à peu, des liens se tissent entre tous les secteurs importants de la classe ouvrière : entre les agents communaux, les cheminots, les employés des ministères, les enseignants, les ouvriers du gaz, de l'électricité, des cokeries, les dockers d'Anvers, de Bruxelles et de Gand, les ouvriers des constructions électriques, les métallurgistes, les mineurs de Liège, de Charleroi, du Centre et du Borinage,... pour préparer des actions plus générales et plus unitaires.

Dès le 5 décembre 1960, les agents communaux décident de commencer une grève à durée indéterminée à partir du 20 décembre, jour de la mise en discussion au parlement de la loi-unique. En trois jours, la grève se généralise dans tous les grands centres industriels du pays.

Déjà le 19, les ouvriers des ACEC cessent le travail, les grévistes partent en plusieurs groupes pour faire débrayer les ouvriers des autres usines du bassin de Charleroi.

Le 20, le mouvement prend une ampleur insoupçonnée. Déclenché par les agents communaux, il s'étend très rapidement aux autres secteurs des services publics. Il touche les grandes régions : du Brabant, de Liège, de Namur, de Charleroi, de Mons, de la Louvière et particulièrement Bruxelles, Gand et Anvers où l'activité portuaire est paralysée ; de plus à Anvers, les dockers se joignent au mouvement.

Suite à l'action des ouvriers des ACEC, les ouvriers d'autres ateliers, aciéries de la région de Charleroi débrayent... la gendarmerie occupe une usine et y installe des chevaux de frise,... le débrayage est encore plus massif. Les grévistes des ACEC se heurtent à la gendarmerie qui veut leur barrer la route.

A Liège, les informations provenant de Charleroi et d'Anvers font traînée de poudre. L'agitation se développe, des groupes d'ouvriers circulent d'un atelier à l'autre, d'une usine à l'autre,... Dès l'après-midi, la grève est totale dans la métallurgie, de Cockerill-Ougrée à la FN-Herstal.

Le 21, le lent débrayage commencé la veille par les cheminots s'accélère. A Liège et Charleroi, le mouvement s'étend encore,... les grévistes arrêtent les trams et les renvoient aux dépôts ; sur les routes, les manifestants entraînent d'autres débrayages,... Les enseignants se joignent à la grève.

Le 22, la gendarmerie commence à harceler les piquets de grève, à procéder à des arrestations,... les ouvriers continuent à renvoyer aux dépôts les trams protégés par la gendarmerie,... La grève dans les services publics s'étend aux PTT, à Gazelco, à la marine, aux ministères,... Le débrayage des mineurs qui avait commencé isolément la veille se généralise : les charbonnages sont fermés les uns après les autres. Dans le bassin de Liège, du Centre, du Borinage, d'Athus,... c'est la paralysie totale de la métallurgie, des charbonnages, des chemins de fer, des services publics, des grands magasins, du textile,... Dans le pays noir, le Centre et le Borinage, des comités de grève se constituent et se coordonnent. A Gand et à Anvers, la grève se renforce dans les ports, les services publics et s'élargit à la métallurgie, les banques, les grands magasins,... A Bruxelles, les forces de l'ordre quadrillent la « zone neutre » : le Parlement, la Banque Nationale...

Le 23, tous les centres industriels de Wallonie, d'Anvers et de Gand sont totalement paralysés. Les actes de sabotage des voies de communication se multiplient. Le mot d'ordre de marche sur Bruxelles est lancé,... la gendarmerie est renforcée, elle tend des fils de fer barbelés et dispose de blindés,...

La deuxième semaine de grève est marquée par son continuel élargissement, le déploiement parallèle des forces de l'ordre et les violents affrontements entre les manifestations, les piquets de grève,... et la gendarmerie. Des manifestations de dizaines de milliers de grévistes sont organisées dans toutes les grandes villes : 10.000 à

Bruxelles, 25.000 à La Louvière, 10.000 à Gand, 35.000 à Anvers, 20.000 à Bruxelles, 45.000 à Charleroi, 10.000 à Verviers,... et se terminent souvent par des combats de rue contre la gendarmerie qui protège les entreprises non paralysées par la grève ou celles qui essaient de continuer à fonctionner par l'embauche de jaunes,... Le mot d'ordre de marche sur Bruxelles y est maintes fois repris,...

Le 26, les parachutistes et les militaires sont rappelés pour renforcer la gendarmerie, pour assurer la surveillance des ponts, passages à niveau et gares de chemins de fer,... Le mouvement s'étend massivement dans les Flandres et continue à se durcir en Wallonie. A Bruxelles, des dizaines de milliers de métallos débrayent. Les piquets de grève se multiplient. Les femmes des grévistes participent activement au ravitaillement, aux piquets,...

Le 27, la fermeture des charbonnages s'étend au Limbourg. Dans tout le pays, des milliers d'ouvriers continuent à rejoindre les grévistes, notamment les ouvriers du secteur pétrochimique. Les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits,...

Le 28, à Gand de violents affrontements opposent les milliers de manifestants aux gendarmes. La classe ouvrière répond par une nouvelle extension du mouvement à Anvers et dans la région du Rupel, à Bell Téléphone, à Cockerill-Hoboken, aux ateliers de réparation navale, à Ford,... et dans le Limbourg, aux fonderies, poêleries, à Louvain, Bruges, Malines,... Les tramotons se décident à rejoindre le mouvement.

Le 29, de violents affrontements opposent de nouveau les milliers de manifestants aux gendarmes, à Bruxelles et à Anvers,... La répression se renforce : harcèlement des piquets de grève, arrestations, perquisitions, condamnations sévères,... Les manifestants réclament la libération des grévistes emprisonnés. Dans le Borinage, les barrages sont dressés, les rues dépavées,...

Le 30, des signes de solidarité internationale se manifestent : les dockers allemands et hollandais refusent de décharger les navires détournés du port d'Anvers, des dockers français apportent un soutien financier aux grévistes,... De violents affrontements se déroulent encore à Bruxelles et à Verviers.

La troisième semaine de grève est marquée à la fois par les premières reprises du travail et d'autres départs en grève, par un certain piétinement du mouvement et le constant durcissement des bastions des régions de Liège, du Centre et du Borinage.

Le 3 janvier, des manifestations de dizaines de milliers de grévistes sont à nouveau organisées dans tout le pays : les mots d'ordre de marche sur Bruxelles et d'abandon de l'outil de travail sont repris,... mais restent lettres mortes : les manifestations restent locales, dans le bassin liégeois, elles sont divisées jusqu'à huit cortèges différents et les hauts fourneaux restent allumés,...

Le 4 janvier, la grève connaît une nouvelle extension dans la région du Rupel : dans la métallurgie, le textile, le plastique, les briqueteries, la construction navale,... et à Malines. Les actes de sabotage se font de plus en plus nombreux,... la répression de plus en plus dure. A Arlon, l'armée occupe les usines à gaz où les grévistes ont refusé de répondre à la réquisition.

Le 6, Liège connaît une journée d'émeutes. Au départ d'un rassemblement de 50.000 grévistes, quelques milliers de manifestants déferlent sur la ville et mènent de violents combats de rue contre l'armée : assaut de la gare des Guillemins, barricades, dépavement de rues, abattements de poteaux,... batailles rangées où les ouvriers font preuve d'une combativité et d'une auto-organisation qui déroutent l'armée, attaques de locaux et de journaux bourgeois,...

Le 9, suite à une recrudescence des sabotages : dynamitage des voies de chemin de fer, déraillement des trains, barricades, assauts des édifices publics, des imprimeries bourgeoises,... 3.000 soldats sont rappelés d'Allemagne pour occuper tous les bâtiments publics,... dans le pays noir (Centre et Borinage). L'Etat craint une insurrection ouvrière dans cette région ou malgré l'occupation militaire, c'est la classe ouvrière qui impose son ordre de grève sur tout le bassin. Le dispositif de répression se renforce encore et donne lieu à des arrestations massives, de lourdes sanctions sont prises contre le personnel de l'Etat qui voudrait continuer la grève. Les manifestations de 40.000 grévistes à la Louvière, de 25.000 à Charleroi, 10.000 à Gand, 20.000 à Huy,... marquent encore cette journée.

La quatrième semaine de grève est encore plus marquée par le retour au travail d'un plus grand nombre d'ouvriers en même temps qu'une plus grande détermination des ouvriers qui décident de poursuivre la grève. Les piquets de grève tentent d'empêcher l'abandon de la lutte, mais leur action ne parvient pas à contrer la désagrégation du mouvement. Malgré toute la combativité, les grévistes ne trouvent pas le souffle nécessaire pour continuer la lutte. Et seuls les métallurgistes se retrouvent au départ de la cinquième et dernière semaine de grève. Le 21, la reprise du travail est totale.

Voilà retracés les grands moments de cette lutte exemplaire que fut la grande grève de l'hiver 60-61 en Belgique. Ni les appels à la solidarité nationale, ni les discours temporisateurs, ni les menaces... proférés par toutes les fractions de la bourgeoisie, n'ont pu empêcher l'explosion de la combativité ouvrière.

« C'est par la pression de la rue, par l'agitation et la violence que d'aucuns voudraient régler le problème politique en dépouillant nos institutions démocratiques de leurs attributions régulières. Il est de mon devoir de chef de gouvernement de dénoncer les pratiques et les actes inqualifiables qui ne cadrent pas avec les exigences fondamentales d'un régime de liberté. On donne à certains mouvements de grève une allure de manœuvres insurrectionnelles. On a, la nuit dernière, commis des actes de sabotage criminels, susceptibles de mettre des vies humaines en péril. Dans de nombreux cas, des travailleurs sont privés par la force de leur liberté de travail. Des agitateurs qui s'inspirent des méthodes pratiquées dans des régimes étrangers, qui font fi de la liberté humaine, se répandent en excitation à la haine et aux pires violences. Le droit de grève n'est pas contesté en Belgique pour la défense des intérêts professionnels ou sociaux, mais, comment tolérer des déviations à ce point éclatantes. Il est de plus en plus question de la crise du régime. Il est vrai qu'il n'y aurait plus de démocratie possible, si c'est dans la rue que l'on gouverne et si ce n'est plus au parlement, devant les représentants élus de la nation, que se fait la loi. La loi unique a été régulièrement examinée par la commission parlementaire. Elle venait régulièrement en discussion à la Chambre avant d'être soumise au Sénat. Elle n'entrera en application que si elle est assurée d'une majorité incontestablement dégagée. C'est la règle de la démocratie. » (Extrait de l'allocution radiodiffusée du chef du gouvernement du 24 décembre 1960)

Oui, c'est bien par « la pression de la rue, l'agitation et la violence », « les actes de sabotage », « les mouvements de grève à l'allure insurrectionnelle » que la sacrosainte démocratie, ses droits et ses libertés, ont été mis en péril. Non ce ne sont pas « des méthodes pratiquées dans des régimes étrangers », ce sont les méthodes de classe, les mêmes que le prolétariat utilisera encore pour repartir à l'attaque du régime bourgeois, en Belgique et ailleurs, partout dans le monde. Et ce sont ces méthodes qui s'insurgent contre la très démocratique dictature de la bourgeoisie que

nous revendiquons, contrairement à toutes les racailles qui essaient de les effacer de la mémoire des ouvriers.

A la « règle démocratique », à la « liberté de travail », « au droit de grève »,... brandis par le gouvernement, la classe ouvrière a répondu par l'organisation de l'action directe, de piquets de grève, d'une réelle grève de classe à durée indéterminée, unissant tous les ouvriers dans une même lutte contre toutes les mesures d'austérité, se dotant de ses propres organes de coordination et d'auto-défense.

Mais comment se fait-il qu'après cinq semaines de combat d'une telle envergure, paralysant toute l'économie, la classe ouvrière a-t-elle dû rentrer au travail essoufflée, sans avoir pu arracher de réelle concession à la bourgeoisie ? Quelles sont les forces qui l'ont empêchée de concrétiser cette marche sur Bruxelles, de pousser le sabotage de la production jusqu'à l'abandon de l'entretien des machines, des puits, l'extinction des hauts-fourneaux,... autant d'actions qui auraient donné à la lutte ce second souffle qui lui a manqué, qui auraient attaqué l'Etat bourgeois en plein cœur ? C'est ce que nous allons essayer d'expliquer par la suite.

De la droite libérale à la gauche syndicale : tous veulent relancer l'expansion capitaliste

Jusqu'à ce que les premières alarmes économiques et sociales secouent le pays, les diverses fractions de la bourgeoisie en Belgique s'engourdissaient de leurs profits faciles d'après-guerre et d'une paix sociale que des décennies de contre-révolution avait assurée aussi facile ; jusqu'à la fraction socialiste –PSB et FGTB– qui toute à la gestion de l'économie nationale (de 1954 à 1958 le pays est gouverné par la coalition socialiste/libérale dont le premier ministre est le socialiste A. Van Acker) ne se préoccupait plus beaucoup d'éviter un réveil éventuel de la classe ouvrière.

En 1957, toutes les fractions de la bourgeoisie, PSB et FGTB compris, condamnèrent unanimement la grève des métallurgistes qui se déclencha et se développa tout à fait « sauvagement ». Cette attitude de la bourgeoisie provoqua un durcissement des affrontements de classes et un net discrédit de l'image « ouvrière » du PSB et de la FGTB. Ce discrédit se traduisit notamment lors des élections de 1958 où le PSB connut un cuisant échec et se retrouva dans « l'opposition » (le pays est alors gouverné par la coalition sociale-chrétienne/libérale dont le premier ministre est G. Eyskens).

Face au danger de radicalisation des conflits de classes, le PSB et la FGTB vont profiter de cette cure d'opposition pour tenter de regagner la confiance des ouvriers, c'est-à-dire, pour préparer mille pièges auxquels les ouvriers les plus combattifs se laisseraient prendre, mille obstacles contre lesquels les luttes ouvrières viendraient buter.

Au congrès de 1959, le PSB adopte le programme de « réformes de structure » qui n'est en fait qu'un programme de rénovation du capitalisme dont l'économie belge a tant besoin. Pour les socialistes, le « dégrèvement massif des charges fiscales frappant encore les exportations » que propose la loi-unique pour développer le commerce extérieur n'est qu'une « prime à la paresse et à l'incurie » pour des capitalistes incapables de moderniser efficacement leurs entreprises ; les avantages fiscaux tels que les exonérations d'impôts, les prêts à bas intérêts ne vont pas entraîner l'indispensable modernisation de la production, n'empêcheront pas la fermeture généralisée des industries textiles, des charbonnages et le développement du chômage,...

« Le projet de loi-unique n'a jamais été, à nos yeux, une solution satisfaisante aux problèmes qu'elle prétendait résoudre. Aujourd'hui, moins que jamais, il

ne peut assurer ni le redressement des finances de l'Etat, ni une véritable expansion économique. Son application aurait de plus pour effet de créer et pour longtemps, un climat d'instabilité et de troubles sociaux.

Cependant, l'urgence de certaines mesures fiscales et l'absolue nécessité de tracer un programme précis d'expansion économique et de plein emploi nous amènent à formuler des propositions constructives qui se substitueront sans délai au projet de loi-unique. » (Mémoire PSB-FGTB remis au chef de l'Etat le 15/1/1961)

Planifier une restructuration du capital plus conséquente, tout en garantissant la paix sociale, voilà ce que ces bourgeois se proposent de réaliser. Et répondant pleinement aux exigences du nouvel élan à donner à l'accumulation capitaliste en Belgique, ils n'omettent pas de reconnaître l'urgence de certaines mesures anti-ouvrières à prendre.

Pour les socialistes, il s'agissait donc de proposer un autre projet « d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier » qui soit plus crédible aux yeux des ouvriers, pour qu'il puisse être appliqué sans attiser la combativité ouvrière ou au moins la contenir dans les limites respectueuses des consultations syndicales, des conventions sociales, des actions parlementaires,... respectueuses de la paix démocratique, de la paix du capital !

Toute la manœuvre des socialistes, de Collard à Renard, a été d'opposer leur programme de réformes de structure à la faillite de la politique du gouvernement Eyskens, comme l'alternative que la classe ouvrière opposerait à la loi-unique !!

« Mais dans un combat d'une telle envergure, les travailleurs ne se sont pas seulement battus CONTRE la « loi de malheur », mais encore POUR une solution de rechange. Ils ont pris conscience de la nécessité d'assainir l'économie au moyen de solutions socialistes. Celles-ci s'appellent réformes de structure. Elles signifient :

- planification de l'économie, création d'entreprises nouvelles, publiques, pour assurer le plein emploi et l'avenir de tout le pays,...
- nationalisation de l'énergie,...
- contrôle des holdings,...
- réforme fiscale,...

L'Etat n'aurait plus de cadeaux à faire. Les cadres pouvant enfin faire preuve d'initiative prendraient, en collaboration avec les travailleurs, les mesures nécessaires pour rénover la production. Sans ces solutions socialistes, le chômage augmentera, l'économie et les finances publiques trébucheront de crise en crise qui seront autant de menace contre le niveau de vie des travailleurs ». (Extrait de « La Gauche » – « organe de combat socialiste », janvier 1961)

Alors que la généralisation et le durcissement des affrontements de classes en cette période difficile pour l'économie belge montraient toute l'incompatibilité entre la défense des intérêts ouvriers et la défense de la prospérité capitaliste, alors que la classe ouvrière refusait d'une fois de plus se serrer la ceinture au profit d'un système qui n'a jamais tourné pour elle ; les socialistes n'ont fait qu'identifier la satisfaction des revendications ouvrières au nécessaire « assainissement de l'économie »,... à une meilleure gestion du capital !!!

Exploitant la marge de manœuvre que leur place dans « l'opposition » leur permettait, les socialistes eurent beau jeu de réclamer le retrait de la loi-unique. Ils eurent vite fait de vider cette revendication de son contenu prolétarien. Dès qu'elle fut re-

prise par eux, cette revendication n'exprimait plus le refus de toutes les mesures d'austérité que contenait la loi-unique, mais uniquement le refus de rassembler ces mesures d'austérité en une loi unique ! Conscients de l'impossibilité de répondre à « l'urgence de ces mesures » dans un climat « d'instabilité sociale », ils proposent de les négocier différemment : au lieu de rassembler les diverses attaques en une loi unique qui focalise toute la tension ouvrière, les socialistes veulent mieux dissiper cette tension ouvrière en « renvoyant les questions relatives au statut des agents des services publics au comité de consultation syndicale,... à la commission nationale paritaire des chemins de fer,... en renvoyant les questions relatives à l'assurance maladie invalidité au conseil national du travail et celles relatives au chômage au comité de l'ONPC... » (cf. mémorandum)

De même, ils eurent aussi beau jeu de marcher en tête de manifestations et même, de participer à certains combats de rue. Mais ils eurent aussi vite fait de vider ces actions ouvrières de toute leur force de classe. Dès qu'ils prirent la direction des actions, les socialistes les utilisèrent à leurs propres fins électorales. Des affrontements violents à l'Etat bourgeois, ses gendarmes, son armée, sa presse, ses partis et même ses syndicats, les socialistes en firent une opposition au gouvernement Eyskens ! Et faisant crier à des milliers d'ouvriers « Eyskens démission », ils détournèrent la lutte ouvrière de son affrontement à tout l'ordre capitaliste, pour amener leur solution de rechange pour la bourgeoisie : des élections anticipées d'où la victoire des socialistes mystifierait complètement la défaite de la classe ouvrière.

Ainsi, alors qu'après 34 jours de combat les derniers grévistes reprennent le travail et que seule une vague promesse de revoir certains articles de la loi-unique leur est donnée, les socialistes peuvent proclamer : « Cette bataille n'a pas été vaine, les dizaines de milliers de manifestants qui ont crié « Eyskens démission » auront obtenu satisfaction. » (in « La Gauche », 28 janvier 1961)

En chœur avec tous les autres bourgeois ils peuvent en effet chanter la victoire... de leur sabotage systématique de la lutte ouvrière, la victoire de leur solidarité nationale sur la solidarité prolétarienne, la victoire de leurs actions inoffensives, de leur concertation sociale, de leurs élections,... de la paix capitaliste sur la guerre de classe ! Car si le 28 février 1961, le gouvernement Eyskens est effectivement dissout, ce qu'ils oublient de dire c'est que la fameuse « loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier » a été votée très démocratiquement le 13 janvier à la Chambre, le 13 février au Sénat et que le nouveau gouvernement Lefèvre/Spaak, social-chrétien/socialiste, résultant de leurs chères élections anticipées se charge de faire appliquer cette même loi,... de manière non « unique », mais... par petits paquets !

Mais pour mieux comprendre comment une telle vague de lutte s'est finalement laissée guidée dans les mailles de la contre-révolution, il faut voir comment les socialistes ont pu, peu à peu, saisir l'ampleur du mouvement qui se dessinait et comprendre le danger de laisser ce mouvement se développer autonomement, en-dehors et contre toutes les structures de l'Etat bourgeois.

De retour dans l'opposition, les socialistes eurent facile à s'adapter à la radicalisation de la lutte des classes. Dès 1959, lors des grèves des mineurs et des réparateurs de navires, ils changèrent de tactique. Au lieu de directement condamner les grèves, PSB et FGTB s'y mêlent pour mieux organiser leur défaite.

Pourtant, malgré l'extension des luttes ouvrières, le PSB comptait uniquement sur sa campagne pré-électorale axée sur la dénonciation de l'incapacité du gouvernement Eyskens, pour endormir les ouvriers. Le 11 mai 1960, la FGTB –Major et Re-

nard- signe un accord paritaire qui offre deux ans de paix sociale au patronat. Et alors que l'agitation ouvrière se développe contre le projet de loi-unique, la FGTB annonce encore qu'il serait préférable de consacrer l'argent des caisses de grève à « l'opération vérité », campagne d'information sur la loi-unique ; ce qui signifiait clairement financer la campagne électorale du PSB !

Le 16 décembre, la FGTB hésitait entre les propositions d'une « journée nationale d'action » ou d'une « grève générale de 24 heures » prévues pour janvier 1961, pour canaliser le mouvement ouvrier. Espérant éviter le déclenchement de la grève, la FGTB préférerait se persuader et persuader les ouvriers qu'un « véritable climat de grève n'existait pas au sein de la classe ouvrière » !

Mais les ouvriers se fichaient bien de ces propositions démobilisatrices. Quatre jours plus tard, la grande grève démarrait et jetait bas tous les espoirs de la bourgeoisie d'en finir avec le développement des luttes ouvrières.

Malgré l'opposition des délégués syndicaux, la grève se propage d'usine en usine, de région en région. Pris au dépourvu, débordés, les syndicats condamnent la grève, menacent les grévistes d'isolement et organisent même des assemblées pour engager les grévistes à reprendre le travail. La grève s'organise en-dehors et contre les syndicats. Son extension passe par de violentes bagarres entre les ouvriers et les délégués syndicaux. A Anvers, les dockers s'en prennent à leurs locaux. A Liège, un délégué briseur de grève finit à l'hôpital. Un peu partout les syndicalistes se font traiter de jaunes,...

Les traditionnels objectifs syndicaux : planifier de petites grèves bien encadrées pour éviter leur auto-organisation et contenir leurs objectifs dans le cadre légal, sont complètement dépassés. La spontanéité des masses ouvrières dépasse toutes leurs petites prévisions.

Du jour au lendemain, les quartiers ouvriers sont en pleine effervescence, la grève rassemble hommes, femmes et enfants ; tous s'unissent pour organiser la lutte. Les jeunes ouvriers font preuve d'une étonnante créativité dans l'innovation des moyens d'auto-défense. A plusieurs reprises, ce sont des jeunes de quinze à dix-sept ans qui prennent l'initiative de forcer le cordon de flics et de syndicalistes qui comp-taient casser les manifestations ou les piquets des grévistes. Ce sont aussi les jeunes qui organisèrent des piquets motorisés établissant des liens rapides entre différentes usines et même différents bassins industriels,... La veille encore attachés à la production, les ouvriers en grève organisent la paralysie de toute la production capitaliste, le blocage des chemins de fer, des routes,... le sabotage de tous les rouages de l'Etat bourgeois,... Du jour au lendemain, c'est une formidable cohésion qui unit tous les prolétaires en lutte. Comités de grève, piquets de grève, mobiles et armés, surgissent, coordonnent, élargissent, le mouvement et c'est cette organisation qui fait de la combativité ouvrière une arme redoutable. Devant les assauts de cette force de classe, même les forces répressives disposant d'un arsenal perfectionné doivent reculer. Dans certains quartiers ouvriers, les gendarmes n'osent plus s'aventurer pour essayer de protéger le passage des jaunes. L'ordre gréviste règne. C'est aussi cette solidarité de classe qui fera dire à plus d'un soldat : « Je ne tirerai pas sur un pareil à moi-même » !

Pour la bourgeoisie, il devenait vital de trouver un moyen de briser ce mouvement, de lui donner un coup fatal dont il ne se relèverait pas. Le gouvernement, après avoir constaté « que la plupart des arrêts de travail ont été déclenchés en violation de tous les règlements librement fixés par les employeurs et travailleurs, en vue d'entraver le fonctionnement normal des institutions démocratiques, dénonce ces actions tout en annonçant que des mesures utiles seront prises pour assurer la liberté du travail ». Mais ces appels à l'ordre démocratique et ces menaces de représ-

sion ne désarmèrent pas les ouvriers ; ils ne faisaient que galvaniser leur volonté de lutte.

La bourgeoisie comprend alors que l'état d'affrontement, classe contre classe, l'oblige à se déplacer dans la rue, que ce n'est que sur ce terrain qu'elle pourra saper l'organisation de la lutte ouvrière. Après quatre jours de généralisation de la grève, les socialistes réalisent que la seule façon de reprendre le contrôle du mouvement est d'essayer de le rattraper au plus vite, d'en prendre la direction pour peu à peu l'affaiblir et enfin lui donner le dernier coup de massue. Et c'est principalement à la gauche syndicale –tendance Renard dans la FGTB- et à la gauche socialiste –tendance regroupée autour du journal La Gauche- que la bourgeoisie devra le « mérite » d'avoir mis fin à cette gigantesque vague de lutte.

Dès ce moment, dans la rue, la classe ouvrière doit s'affronter à deux forces de l'ordre agissant en parfaite complémentarité : d'un côté le PSB et la FGTB et de l'autre la gendarmerie et l'armée. L'œuvre de pacification de la FGTB et du PSB est venue s'imbriquer dans l'œuvre d'intimidation de l'armée pour briser la résistance ouvrière.

Pour la FGTB, reconnaître la grève, c'était premièrement détruire son organisation autonome. Systématiquement, les syndicalistes ont essayé de reprendre la direction des organes de lutte que les ouvriers avaient créés, de décourager tout l'effort de coordination que les grévistes avaient entrepris. « Un peu partout, des groupes de délégués syndicaux se sont institués en comités de grève... dont étaient radicalement exclus les ouvriers mêmes qui avaient été à l'origine du mouvement », témoignait un gréviste. Les syndicalistes en arrivaient même à monter de toutes pièces de nouveaux comités de grève pour supplanter ceux dont ils ne parvenaient pas à prendre la direction. Dès ce moment, les ouvriers abandonnent leurs tentatives de coordination et s'en remettent aux syndicats,... Le sabotage de l'organisation de leur lutte n'est pas perçu comme tel et les perdra.

D'un côté, l'armée venait renforcer la gendarmerie pour occuper tous les centres névralgiques de l'Etat : les arsenaux, les dépôts d'essence, centrales électriques, usines à gaz, PTT, chemins de fer, gares, passages à niveau, ponts,... la gendarmerie harcelait les grévistes lors des manifestations, des piquets,... De l'autre, chaque fois que la classe ouvrière organisait des actions violentes, des combats de rue, des batailles rangées, des sabotages étudiés,... des affrontements décisifs contre l'Etat, la bourgeoisie usait de la thèse de la provocation, de bandes de jeunes voyous, vandales immiscés dans les manifestations ouvrières,... pour condamner toute violence de classe. Les socialistes surtout se sont bien gardés de revendiquer ces actes comme ceux de la classe ouvrière. Ils ne faisaient que déplorer ces événements tragiques dont ils se seraient bien passés. Pour toute réponse aux attentats, assassinats de la bourgeoisie, ils proclamaient des journées de deuil où les ouvriers étaient invités à pleurer les victimes de la répression, mais surtout, à ne pas répondre aux provocations.

Alors que la marche sur Bruxelles aurait marqué un pas qualitatif dans l'unification des grèves qui se propageaient dans tout le pays, en même temps qu'un pas qualitatif dans l'attaque de l'Etat bourgeois, les syndicalistes ont tout fait pour étouffer ce mot d'ordre. Pour éviter qu'une telle perspective puisse se réaliser malgré eux, ils ont fait piétiner des dizaines de milliers de grévistes dans des cortèges locaux, sans objectifs précis, à part écouter les discours démobilisateurs des bonzes de la FGTB ou du PSB. André Renard a même préféré relancer le mot d'ordre d'abandon de l'outil pour supplanter celui de la marche sur Bruxelles. Il était plus sûr de pouvoir laisser le mot d'ordre d'abandon de l'outil sans suite. A chaque fois qu'il en parlait, c'était pour demain, dans d'autres conditions,... Et au plus son projet d'application

était reporté, au plus la bourgeoisie avait de temps pour organiser la protection des hauts-fourneaux, des machines, des puits, des centrales, etc., par l'armée, les jaunes,... Et surtout, le mot d'ordre de marche sur Bruxelles perdait de son acuité.

A Liège, où la lutte était particulièrement dure, la FGTB divisait les manifestations en prévoyant jusqu'à huit lieux de rassemblement bien séparés de plusieurs kilomètres pour éviter que les grévistes ne prennent trop conscience de leur force. Lorsque finalement Renard rassemble des grévistes de tout le bassin liégeois, il se trouve face à 50.000 ouvriers décidés, scandant « marchons sur Bruxelles ». Pour toute réponse, il en appelle au calme et au sang froid. Il reparle d'un hypothétique abandon de l'outil. C'est alors que des milliers de grévistes le laissent à ses discours démobilisateurs et déferlent sur la ville, saccagent la gare, des édifices publics, construisent des barricades,... organisent des combats de rue très durs,... bloquent la ville pendant toute la journée malgré l'occupation militaire de la ville. Mais, bien qu'ayant fait preuve d'une organisation solide, ce mouvement, restera sans suite. La grève en est déjà à sa troisième semaine, son essoufflement se fait déjà sentir. Et pour comble, la FGTB fait des difficultés pour payer les indemnités de grève,...

Peu à peu, la campagne électorale du PSB reprend le pas sur la lutte ouvrière. Le slogan « Eyskens démission » vient remplacer la lutte contre toutes les mesures d'austérité. Dans les grands bassins industriels de Liège, du Centre et du Borinage où la bourgeoisie craignait une insurrection, le drapeau wallon portant la revendication des réformes de structure vient de plus en plus remplacer le drapeau de la grève.

Voilà tout le résultat du travail syndical : saboter l'unification des luttes ouvrières, reprendre les revendications ouvrières pour les rendre caduques, détourner l'attaque de l'Etat bourgeois vers la défense d'une meilleure gestion du capital... et l'ordre démocratique est rétabli.

Conclusion

Encore une fois, c'est aux socialistes qu'est revenu le rôle de sauver le pays d'affrontements de classes dont le développement aurait encore plus sûrement compromis la place de l'économie belge dans le Marché commun.

Lorsqu'en 1960 les attaques anti-ouvrières orchestrées de manière trop directe par la coalition sociale-chrétienne/libérale provoquent une réponse tout aussi directe de la classe ouvrière, la bourgeoisie s'est à nouveau tournée vers son aile socialiste pour reprendre la situation en mains.

Et tout est rentré dans l'ordre. Dès que le dernier mineur, le dernier métallo eurent repris le travail, la légalité bourgeoise était restaurée et achevait son triomphe en envoyant chaque prolétaire confier ses illusions dans les saintes urnes de la démocratie.

Et il revint aux socialistes d'assurer cette victoire à la bourgeoisie. Plus ils furent applaudis par les ouvriers, plus leur mérite fut grand aux yeux des bourgeois. Peu importe qu'un Renard, pour garder le contrôle de la combativité ouvrière, ait dû suspendre sur la tête des capitalistes la menace d'une ruineuse extinction des hauts-fourneaux : il n'eut jamais l'intention de la mettre à exécution. Et peu importe qu'il se soit payé le luxe d'une diversion politique qui pouvait sembler une menace à l'unité nationale : l'agitation autour d'un fédéralisme wallon n'a que mieux saboté la solidarité de classe entre ouvriers du Sud et du Nord et ne pouvait aboutir qu'à une proposition de réformes constitutionnelle respectueusement présentée au roi. Tout cela n'avait qu'un but : garder les ouvriers sous la tutelle des socialistes de l'ordre, et empêcher une marche sur Bruxelles.

Avec les élections, le capital triomphe. Mais, a-t-on dit, « le nouveau gouvernement ne pourra pas revenir à la loi d'austérité ; c'est là une victoire et non une défaite des ouvriers » ! Le nouveau gouvernement a répondu aux besoins du capital et la classe ouvrière n'était plus prête à les déjouer : voilà l'essentiel. Les attaques contre la classe ouvrière ont été réalisées pour assurer l'accumulation capitaliste la plus rapide pour rendre à la Belgique la place internationale perdue dans l'euphorie spéculative d'après-guerre. Le gouvernement a assaini l'économie par toute une série de mesures que la propagande socialiste contre-révolutionnaire présente comme des « réformes de structures » qui devraient rapprocher les ouvriers, sans douleur, du socialisme. Mais ce nouveau gouvernement social-chrétien/socialiste n'a servi que les intérêts capitalistes et a été tout aussi antagonique aux intérêts prolétariens que tout autre gouvernement capitaliste. Ce n'est que parce qu'ils ont préalablement liquidé la lutte et ont ôté à la classe ouvrière la force de boycotter cette nouvelle farce électorale que les socialistes ont pu faire croire que ce gouvernement nouveau était le signe de la victoire des ouvriers.

Mais le résultat de la grande grève mené par le prolétariat en Belgique est moins la concrétisation immédiate des revendications que l'union grandissante des ouvriers en lutte.

Si l'essentiel pour la bourgeoisie était de faire passer d'une manière ou d'une autre ses plans d'austérité et de modernisation du capital ; pour le prolétariat, c'était sa capacité, malgré tout le poids de 40 ans de contre-révolution, à reprendre la lutte avec ses méthodes de classe : l'action directe : l'organisation de la grève sans limitation ni dans le temps ni dans l'espace, de la solidarité de classe, de l'autodéfense ouvrière, des piquets de grève armés, mobiles,... de la paralysie de centres industriels entiers,... De cette grande grève, nous devons reprendre la force, la combativité, la généralisation, l'attaque à toutes les structures de l'Etat bourgeois (bien que finalement le tournant radical de la gauche socialiste et syndicale ait pu détourner la lutte et cet affrontement global à l'ordre capitaliste), le refus de participer à une quelconque solidarité nationale ou un remodellement de la gestion du capital,... Mais il nous faut aller plus loin : nous organiser d'emblée en force autonome en-dehors et contre les syndicats. Ils nous ont déjà suffisamment démontré que la lutte ouvrière ne pouvait plus attendre aucun soutien de leur part. Au contraire, ce sont nos pires ennemis. Au plus ils se radicalisent –ce qu'ils font sans jamais abandonner la défense de l'Etat bourgeois- au plus ils seront dangereux et s'élèveront contre la lutte comme les derniers remparts de la contre-révolution.